Le journal de La Courneuve

CITOYENNETÉ **Une marche** pour l'égalité organisée par les enfants.

P. **8-9**



N° 631 du jeudi 14 novembre au mercredi 11 décembre 2024

En finir avec les violences sexistes et sexuelles!





UNE VILLE PLUS DURABLE La rue Vitulazio

désimperméabilisée et végétalisée.

NOUVELLE ENTREPRISE

Ranafout, une marque impertinente et engagée.

LE FLASH

Le club de foot américain continue l'aventure.

BILAN

Le Plan d'éducation artistique et culturelle a 8 ans.

lacourneuve.fr







ARRÊT SUR IMAGES



Un lieu ouvert aux familles

Pour les petit-e-s et les grand-e-s qui ont envie de jouer, de passer du temps ensemble, de rêver, l'Espace famille du centre culturel Jean-Houdremont ne cesse de se renouveler. Cette année, il déroule un univers entre terre et eau inspiré par le spectacle à venir La Forêt des larmes.



Des femmes à l'honneur. Les habitantes et agentes de la ville ayant posé en 2023 pour la campagne d'affichage organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes ont reçu leurs portraits, réalisés par Marion Poussier, encadrés des mains du maire Gilles Poux, le 6 novembre à l'hôtel de ville. Une nouvelle manière







A MON AVIS



Gilles Poux,

Faisons l'expérience du «pouvoir décider»

À l'heure où j'écris ces lignes, plus de 1400 d'entre vous ont déjà glissé un bulletin dans l'urne du 4e Référendum courneuvien. Cette consultation se terminera ce samedi 16 novembre à 12h. Oui ou non, faut-il installer des toilettes publiques à La Courneuve comme l'ont suggéré des habitant-e-s lors d'une réunion de quartier «Comment ça va?»?

C'est vous, dans le cadre de notre démarche de démocratie directe, qui, en fonction du résultat du référendum, déciderez. Si le « non » est majoritaire, il n'y aura pas de toilettes publiques; et si le «oui» est majoritaire, nous en installerons.

Vous le savez, personnellement, je me suis prononcé pour le «oui», car l'espace public doit être partagé. Je pense que notre ville doit permettre, à toutes celles et ceux qui la traversent ou passent du temps dehors pour leur travail, leurs déplacements, leurs courses, de trouver des toilettes accessibles. C'est un droit dont nous avons toutes et tous perçu personnellement à un moment donné le besoin.

Si le «oui » l'emporte, nous réfléchirons et nous vous consulterons pour déterminer les lieux où celles-ci seront installées et sur les différentes formes possibles.

Mais quel que soit le style, elles seront gratuites et accessibles à toutes et tous: enfants, femmes, hommes, seniors, personnes porteuses d'un handicap.

Il faudra bien sûr investir pour installer les toilettes, et porter une attention particulière à leur entretien, afinqu'elles soient toujours propres. Nous assurerons unnettoyage quotidien, car c'est une des conditions pour une bonne utilisation. Elles devront être sécures et, pour cela, notre première mesure sera de ne pas lesinstaller dans des lieux reculés.

Nous suivrons les conseils et les exemples donnés par Julien Damon, sociologue et auteur de Toilettes publiques, essai sur les commodités publiques, lors desa conférence à la Maison de la citoyenneté James-Marson du 7 novembre: l'importance de la gratuité, de la propreté et de la sécurité des toilettes publiques.

Le samedi 16 novembre, le Référendum courneuvien révélera votre choix. Quoi qu'il en soit, il sera respecté. Vous avez encore quelques jours pour en débattre et voter pour décider.



Votre ville. votre décision. Depuis le 7 novembre et jusqu'au 16 novembre, tous les habitant-e-s âgés de 16 ans et plus sont invités à se prononcer pour ou contre l'installation de toilettes publiques gratuites dans la ville, à l'occasion du 4º Référendum courneuvien. Plus de 1400 personnes ont déjà voté dans des structures municipales ou dans le bureau de vote mobile, comme ici devant l'école Charlie-Chaplin le 7 novembre.

Devoir de mémoire

Des élu-e-s, des membres d'associations et des habitant-e-s se sont rassemblés au cimetière des Six-Routes le 11 novembre pour commémorer les 106 ans de l'Armistice de 1918, qui a mis fin aux combats de la Première Guerre mondiale. L'Orchestre d'harmonie de La Courneuve a accompagné la cérémonie.







Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Le droit de dire non

En plein procès des viols de Mazan, le sujet de l'inscription dans la loi française du consentement est revenu sur la table. Dans la société civile comme au sein de la classe politique, la question est loin de faire consensus. L'éducation sexuelle, autre levier de lutte défendu par les associations, semble quant à elle avoir trouvé un point de consensus après des années de polémiques et de frilosité politique.

e temps de la politique n'est pas le même que celui de la société civile. Vingt-quatre ans, c'est le temps qu'il a fallu à « l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité » pour se faire une place de choix dans les salles d'école. Le gouvernement bûche, avec la rentrée scolaire 2025 pour horizon, sur un programme transdisciplinaire qui abordera les notions de consentement, de maladies sexuellement transmissibles ou encore d'exposition à la pornographie en fonction des matières étudiées. Ce nouveau programme sera présenté devant le Conseil supérieur de l'éducation le 5 décembre prochain. Le texte semble cette fois-ci contenter tout le monde.

Depuis 2001, la loi prévoit trois cours annuels dans toutes les classes, de l'école au lycée. Pourtant, d'après un rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche publié en 2021, « moins de 15 % des élèves bénéficient de trois séances d'EAS [éducation à la sexualité, ndlr] pendant l'année scolaire ». Depuis des années, les enseignant-e-s alertent sur le manque de personnel formé sur ce sujet hautement inflammable. En 2013, un projet d'enseignement avait attisé les craintes des parents à coup de déclarations politiques chocs et de campagnes d'informations mensongères. Le gouvernement Hollande avait alors renoncé à ses « ABCD de l'égalité ». Pour les associations qui luttent contre les violences sexistes et sexuelles, cette éducation des plus jeunes est pourtant capitale pour mettre fin au cycle des abus, poser des mots sur les cas d'inceste ou encore prévenir les agressions sexuelles sur mineur-e-s qui, dans la moitié des cas, sont le fait d'autres mineur-e-s.

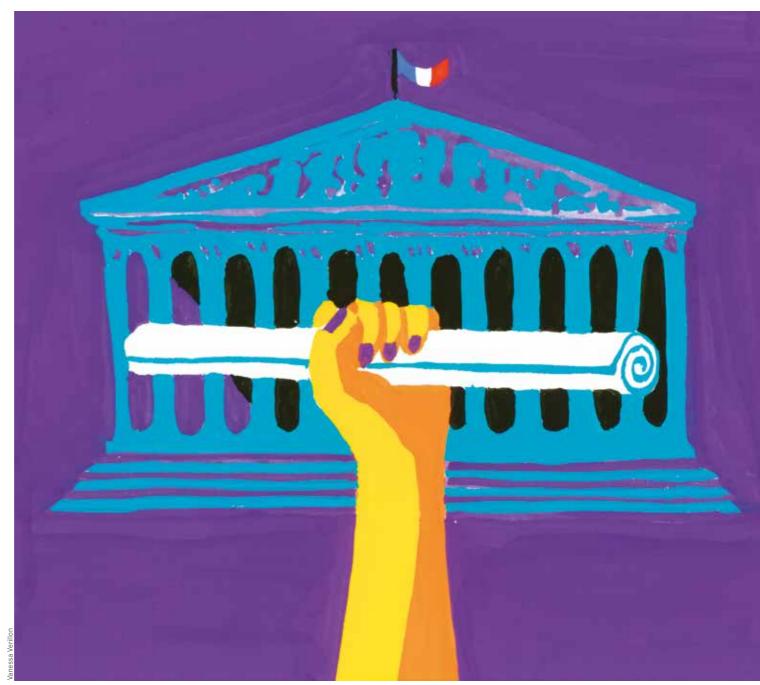
La définition du viol promet également des débats intenses dans la sphère politique. Aujourd'hui, le viol est défini comme « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte bucco-génital, commis sur la personne d'autrui ou sur

la personne de l'auteur, par violence, contrainte, menace ou surprise». Le nouveau ministre de la Justice, Didier Migaud, s'est déclaré favorable à l'aiout de la notion de consentement dans la loi. C'est déjà le cas dans de nombreux pays, comme la Belgique, la Suède ou encore l'Espagne. L'objectif est d'augmenter le taux de condamnation des auteur-trice-s de ces crimes, souvent acquittés par les tribunaux ou redirigés vers les cours correctionnelles qui jugent les délits. Mais la question soulève des interrogations juridiques chez les magistrat-e-s en passant par les associations féministes qui craignent que l'attitude des victimes soit disséquée.

Le groupe parlementaire La France insoumise a prévu de déposer une proposition de loi visant à intégrer le

consentement dans notre arsenal juridique lors de sa niche parlementaire. Pressé par les victimes qui n'en peuvent plus d'attendre, le gouvernement n'a pas, à l'exception du ministre de la Justice, exprimé de position affirmée sur le sujet. Emmanuel Macron s'était opposé à une loi similaire au niveau européen. Il aurait, depuis, changé d'avis.

Méline Escrihuela



La notion de consentement dans la loi est présente dans plusieurs pays, dont la Belgique, la Suède ou encore l'Espagne.

Le viol conjugal trop méconnu

Johanna Platkiewicz est gynécoloque au Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) du Centre municipal de santé Salvador-Allende. Une partie de son travail est dévouée à repérer et accompagner les victimes de violences sexistes et sexuelles qui peinent souvent à mettre des mots sur ce qu'elles ont vécu, notamment lorsque les violences interviennent dans la sphère conjugale.

es professionnel-le-s de santé, une psychologue, ou encore une conseillère conjugale: au Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) du Centre municipal de santé Salvador-Allende, toute une équipe pluridisci-



Johanna Platkiewicz, gynécologue au CPEF.

plinaire est au service des victimes de violences sexistes et sexuelles. «À l'échelle de la ville, il y a tout un travail collectif qui est fait », ajoute au tableau Johanna Platkiewicz, gynécologue au centre de santé. « On ne travaille pas qu'entre nous, rassuret-elle. Nous sommes en relation avec l'intervenante sociale du commissariat, les intervenantes sociales de la ville, l'ASE [Aide sociale à l'enfance, ndlr], les associations ou encore la Maison de justice et du droit Gisèle-Halimi, ce qui nous permet d'orienter au mieux les victimes. De quoi ontelles besoin? D'une aide sociale? De porter plainte? D'un suivi psychologique? Nous répondons en fonction de leur demande », poursuit la professionnelle.

Le mythe du devoir conjugal a la dent dure

Repérer en amont les potentielles victimes de violences sexuelles fait partie du travail quotidien de vigie de Johanna Platkiewicz. « Pour n'importe quelle patiente, je vais poser tout un tas de questions. Parfois même remonter loin dans le temps », souligne la gynécologue.

« On entend souvent des témoignages de violences qui ne sont pas présentées comme telles, surtout si la victime a vécu d'autres événements quand elle était plus jeune. Les victimes ont alors parfois plus de mal à repérer des comportements inappropriés. Il faut du temps pour réaliser qu'on a subi un viol conjugal, par exemple », décrit Johanna Platkiewicz. « Dans le couple, les relations sexuelles contraintes sont souvent acceptées comme telles », alerte la gynécologue. Le mythe du devoir conjugal a ainsi encore la dent dure et trouve une oreille preneuse chez les plus grand-e-s comme chez les plus jeunes. « On est encore surpris par quelques jeunes qui ont du mal avec cette notion de consentement dès qu'il s'agit du couple ou de la vie maritale », rapporte la professionnelle, qui intervient égale-

ment avec le CPEF dans les classes de quatrième aux collèges Georges-Politzer et Jean-Vilar pour dispenser des cours d'EAS. « L'idée que dans le couple, c'est le garçon qui décide perdure, même s'il y a eu du mieux avec la vague MeToo, constate Johanna Platkiewicz. La violence est intégrée par les jeunes garçons comme par les jeunes filles. » • M.E

Centre municipal de santé Salvador-Allende, 2, mail de l'Égalité.



On se retrousse les manches!

a Maison de la citoyenneté (MDC) James-Marson organise ce mardi 19 novembre deux événements gratuits pour préparer ensemble les Journées internationales qui ponctuent ce mois automnal. À 14h, « Fabriquez votre pochoir féministe! » permet de créer le message à brandir lors de la manifestation consacrée à la lutte contre les violences faites aux femmes, prévue le samedi 23 novembre. L'atelier sera guidé par Michèle Larrouy, artiste plasticienne et enseignante, ainsi que par l'association féministe Africa, née en 1987 à La Courneuve.

À 18h30, la MDC a décidé d'aborder la Journée internationale des droits de l'enfant par le prisme

de l'éducation affective et des stéréotypes inculqués dès l'enfance. « Qu'est-ce que le consentement? » réunira la cinéaste Nora El Hourch, réalisatrice du remarqué *HLM Pussy* sorti en 2023 sur un groupe d'adolescentes qui fait face aux répercussions d'une agression sexuelle subie par l'une d'entre elles, mais aussi Ghada Hatem, fondatrice de la Maison des femmes de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis et intervenante dans les collèges et lycées, le planning familial de La Courneuve, et d'autres invité-e-s surprises. Ce panel discutera des représentations sociales d'hier à l'appui du court-métrage *Good Girl : 100 ans d'éducation des filles* qui com-

pile plusieurs décennies d'archives grinçantes de l'INA, ou encore de l'usage d'Internet dans notre rapport homme-femme d'aujourd'hui. En toile de fond, le procès des viols de Mazan et « l'héroïsme de Gisèle Pélicot qui nous pousse à nous retrousser les manches », indique Youcef Khemissi, responsable de la MDC James-Marson. • M. E.

Mardi 19 novembre, à la Maison de la citoyenneté James Marson :

- « Fabriquez votre pochoir féministe! », à 14h;
- « Qu'est-ce que le consentement ? », à 18h30.

Cadre de vie

Pour une ville plus durable

Depuis le 21 octobre, Plaine Commune mène un chantier de désimperméabilisation et de végétalisation dans la rue Vitulazio aux 4000. Un moyen de réduire les risques d'inondation et d'apporter de la fraîcheur.

'est une question d'adaptation. Les terribles inondations survenues fin octobre dans la région de Valence, en Espagne, montrent que les zones urbanisées sont particulièrement vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes, rendus plus fréquents par le dérèglement climatique. L'artificialisation des sols, c'est-à-dire la transformation de sols naturels, agricoles et forestiers pour construire des logements, des trottoirs, des commerces, des équipements, des routes, des parkings..., les rend imperméables, empêchant donc l'eau de pluie de s'infiltrer là où elle tombe. Et les matériaux utilisés retiennent et réfléchissent la chaleur. Exposé au soleil, un enrobé en bitume peut atteindre une température de surface de plus de 60°C!

Fini donc une partie des revêtements en béton, asphalte et granit dans la rue Vitulazio, remplacés par de la grave naturelle et de la terre végétale qui laissent passer l'eau de pluie. Comme sur la place du Château-d'Eau, ces travaux de désimperméabilisation s'accompagnent d'une végétalisation. Les 18 fosses d'arbres vides, occupées jusque-là par des véhicules en stationnement sauvage, ont été agrandies et de nouvelles ont été créées: 39 arbres vont ainsi être plantés d'ici au 29 novembre, de même que 35 arbustes et 370 vivaces. « Notre

> c'est la surface totale débitumée ou désimperméabilisée dans la rue Vitulazio

objectif à Plaine Commune dans le cadre du Plan Arbre 2030, c'est de replanter, et de planter, partout où l'on peut. On a fait une étude des réseaux souterrains ici et on a constaté que c'était possible », explique Julien Brusson, responsable du Patrimoine arboré pour le secteur Est à Plaine Commune.

Les fosses de plantation ont été dimensionnées et aménagées de manière que les végétaux et l'eau bénéficient au maximum l'un à l'autre. Grâce à leurs systèmes racinaires, les arbres et les arbustes améliorent la capacité d'infiltration du sol et, grâce à leur feuillage, ils évacuent l'eau par le phénomène d'évapotranspiration. Quant à l'eau infiltrée, elle permet à la végétation de bien se développer et de bien remplir son rôle de rafraîchissement de l'air. Dans une ville dense et minérale comme La Courneuve, ce retour du cycle de l'eau et de la nature est un levier fondamental face au réchauffement du climat • Olivia Moulin



Ces arbres qui résistent au dérèglement climatique

Toutes les essences d'arbres ne se valent pas face aux épisodes de sécheresse et aux fortes chaleurs, amenés à se multiplier. « On ne peut pas planter les mêmes arbres que dans les années 70 et 80, on doit anticiper les températures de 2050 », indique Julien Brusson. Le Plan Arbre 2030 de Plaine Commune, destiné à développer la place de l'arbre sur le territoire et à améliorer la gestion du patrimoine existant, déroule ainsi une liste d'essences présumées adaptées au changement climatique à privilégier pour toutes les nouvelles plantations. Dans la rue Vitulazio, il y aura par exemple des chênes verts, qui affichent une longévité exceptionnelle (plusieurs centaines d'années) et ne perdent pas leurs feuilles durant l'hiver, ainsi que des micocouliers de Provence, qui poussent vite et tolèrent bien les sols pauvres comme la pollution.



Plaine Commune consacre 14000 euros à ces travaux.

L'ACTUALITÉ

Un nouveau journal Regards

Une nouvelle formule de votre journal municipal se prépare, pour une sortie en février 2025.



Questions, vérifications...: dernière relecture du journal par la rédaction avant l'envoi à l'imprimerie.

omment on pourrait nommer la rubrique qui recueille le point de vue des habitants?» demande Olivia, rédactrice. « On garde la page portrait en der! » s'exclame Léa, photographe. « Il faut penser les publications numériques par rapport aux nouvelles rubriques du journal, pour que ça soit complémentaire », préconise Isabelle, la responsable Internet et multimédia. Depuis plusieurs mois, la rédaction de Regards réfléchit et travaille à une nouvelle formule du journal municipal. Sous sa forme actuelle, Regards est né avant les réseaux sociaux, qui ont largement chamboulé le rapport des citoyen-ne-s à l'info et aux formats journalistiques traditionnels. Le magazine doit aujourd'hui s'adapter pour répondre aux nouvelles attentes et pratiques en matière d'information, qui mêlent journal papier, digital et interaction citoyenne.

Regards fait partie des meubles à La Courneuve, avec près de quarante ans d'existence. Une enquête de lectorat (à laquelle vous avez peut-être participé en début d'année) a conclu qu'une large majorité d'habitant-e-s connaissent le journal, et celles et ceux qui le lisent ont un avis très largement positif. Notre publication reste le premier moyen d'information sur la ville. La municipalité a donc décidé de conserver, pour les années à venir, un journal Regards dans le même format papier qu'aujourd'hui, publié tous les quinze jours comme aujourd'hui.

Si le contenu plus précis de la prochaine formule est encore en pleine réflexion, les objectifs sont clairs : des informations pratiques plus exhaustives et clairement lisibles; des articles plus accessibles à tou-te-s, par exemple plus courts; plus d'informations sur la vie à l'échelle des quartiers ; des présentations, des éclairages sur les enjeux structurants de la ville et sur les actions et positions de la municipalité; une expression de la richesse et la diversité des Courneuvien-ne-s; des contenus numériques (sur le site Internet et les réseaux sociaux) encore plus pratiques et participatifs...

Rendez-vous en février 2025 pour découvrir ce nouveau visage de Regards: surveillez vos boîtes aux lettres!

Pas de parution le 28 novembre

Pour que l'équipe de la rédaction puisse se consacrer efficacement à la préparation de cette nouvelle formule, le prochain numéro de Regards ne sera pas publié le jeudi 28 novembre mais le jeudi 12 décembre. Vous pouvez retrouver les informations essentielles d'ici là sur le site Internet et sur les réseaux sociaux

Des infos en ligne

a prochaine formule de Regards entend articuler de manière toujours plus complémentaire le journal en papier et les publications numériques. Mais vous pouvez déjà profiter

d'une large information en ligne:

- sur le site Internet de la Ville qui, en plus des informations pratiques administratives, vous propose un fil des actualités importantes: lacourneuve.fr
- sur la page Facebook officielle de la Ville, vous retrouvez le(s) rendez-vous important(s), des photos qui témoignent des diverses activités collectives des habitant-e-s, des portraits de femmes et d'hommes du territoire...:

facebook.com/lacourneuve/

 beaucoup d'images aussi sur le compte officiel Instagram de la Ville pour partager le quotidien et les enjeux de La Courneuve, avec des reels et des stories pour rendre tout ça encore plus vivant...:

instagram.com/villelacourneuve/

Un journal citoyen et précurseur



e journal Regards a quasiment 40 ans, puisque son premier numéro date de 1983. Il fut à cette époque une publication municipale pionnière, avec l'ambition d'une information exhaustive et journalistique au service des Courneuvien-ne-s, en rupture avec les « bulletins » municipaux de l'époque qui délayaient une simple vision « officielle » et « administrative » des villes. Regards (devenu quinzomadaire il y a vingt ans) a accompagné l'incroyable aventure urbaine de ces dernières décennies à La Courneuve, de la construction des grands ensembles à la démolition de barres entières, de l'arrivée enthousiaste de milliers de nouveaux habitant-e-s aux combats pour une politique nationale du logement digne et inclusive. Alors qu'une nouvelle mutation de La Courneuve se profile,

avec un nouveau centre-ville, de nouveaux moyens de transport..., la prochaine formule de Regards sera plus que jamais au service de la capacité des riverain-e-s d'agir sur leur propre vie, individuelle comme collective.

Participation citoyenne

Marcher pour l'égalite

Le 20 novembre, les élu-e-s du Conseil communal des enfants vont organiser une grande manifestation contre le racisme ouverte à tou-te-s. Une occasion pour elles et eux de défendre la tolérance mutuelle et le vivre-ensemble.









Des médiateur-trice-s détaillent et expliquent leurs missions aux enfants.

Participez à la manifestation!

endez-vous le 20 novembre à 14h sur la place de la Fraternité. Le cortège partira du centre culturel Jean-Houdremont direction la Maison de la citoyenneté James-Marson où aura lieu un goûter, en passant par la rue Geneviève-de-Gaulle-Anthonioz, la rue Paul-Langevin, la rue de l'Union, l'avenue Gabriel-Péri et le parc Jean-Moulin, où les enfants du CCE et le maire Gilles Poux prendront la parole.

a fait beaucoup de premières fois. «Je n'ai jamais participé à une manifestation, mais i'en ai vu à la télé!» annonce Landy, ce mercredi 6 novembre à la Maison de la citoyenneté (MDC) James-Marson où se tiennent les séances de travail du Conseil communal des enfants (CCE). Sauf que la fillette de 10 ans ne va pas seulement y participer: elle l'organise, depuis des mois, avec ses camarades du CCE. Pour la première fois de leur vie, elles et ils ont réfléchi à un parcours de cortège, vont mettre des affiches dans leur école et distribuer des flyers pour mobiliser un maximum de monde... «On a aussi parlé à des enfants des centres de loisirs qui sont venus ici, raconte Boubacar. On leur a expliqué comment ça allait se passer et pourquoi on avait choisi ce thème du racisme.»

Ce thème s'est imposé dès la séance

c'est environ le nombre de nationalités présentes à La Courneuve

d'installation du CCE, en novembre 2023. «Plusieurs enfants ont parlé de ça spontanément: ils constatent que la parole raciste se développe dans les médias et autour d'eux, y compris dans les cours d'école. Et certains ont été victimes de propos et d'insultes racistes, ça les touche personnellement », explique Olivier Epron, animateur référent citoyenneté des enfants et des adolescents à la direction de la Participation citoyenne de la Ville. Au cours de leurs rencontres, elles et ils ont donc évoqué les grandes dates et figures du combat contre le racisme, réfléchi à sa définition et à ses différentes formes... « C'est quand on juge quelqu'un par rapport à son apparence, à ses origines, à son physique », note Landy. « Et à ses goûts aussi, par exemple ce qu'il aime ou n'aime pas, alors qu'on est tous différents», complète Boubacar.

Après en avoir débattu tou-te-s ensemble, elles et ils ont décidé de faire quelque chose contre le racisme en organisant cette manifestation, à une date symbolique, celle de la Journée internationale des droits de l'enfant. La Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 met notamment en avant les principes

DICHHIDIR

de non-discrimination et de liberté d'expression. Alors qu'il ne reste plus qu'une séance de travail avant le grand jour, celles et ceux présents à la MDC peaufinent les derniers détails et échangent avec des membres de l'équipe de médiation de la Ville, qui les accompagneront le 20 novembre. «S'il y a d'autres thèmes qui vous tiennent

à cœur comme ça, n'hésitez pas à nous en parler pour qu'on travaille ensemble », insiste la responsable

Paloma Courbis. Avec ses collègues, elle découvre ensuite la banderole que certains enfants ont réalisée avec des bombes de peinture et des marqueurs lors d'un atelier de street art de l'association ARIANA. «L'artiste qui est venu a dessiné nos têtes et nous a demandé quel était notre repas préféré et ce qu'on voulait faire comme métier, raconte Nahla. Moi je veux être infirmière!» Entre les visages, seringue, lasagnes, robe, sushis, ballon de football, frites... célébrant la diversité des individualités se révèle le mot « tolérance ». Un concept que Landy incarne mieux que quiconque pourrait l'expliquer. « Moi je suis contre le racisme, mais je ne vais pas insulter les gens qui le sont. » ● Olivia Moulin

Une société plus tolérante mais plus violente

es chiffres le disent : le racisme recule en France, sur le temps long. Sept pour cent des personnes interrogées en 2023 estimaient qu'« il y a des races supérieures » à d'autres, contre 14 % en 2003, et 59% se disaient « pas racistes du tout », contre 28%, selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme* (CNCDH). Pour le professeur des universités et chercheur Vincent Tiberj**, cette ouverture grandissante à la diversité des origines, des modes de vie, des croyances... tient à la progression du niveau de diplôme et au renouvellement des générations. Faire des études entraîne une meil-

leure acceptation d'autrui et les plus jeunes, qui ont grandi dans un monde plus métissé que leurs aîné-e-s, sont plus tolérants.

Pourtant, les formes les plus violentes de rejet et de discrimination ne baissent pas. En 2023, le nombre de crimes et délits «à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux » enregistrés par la police et la gendarmerie nationales a même très fortement augmenté par rapport à 2022 (+32%). Une partie de l'explication est liée à l'actualité, puisque la majorité de ces infractions a eu lieu après les attaques du Hamas contre Israël. Vincent Tiberj rappelle que les attitudes des citoyenne-s évoluent en fonction du contexte, du voisinage et du discours politique et médiatique. Or, depuis les années 80, la droite et l'extrême droite ont imposé une obsession sur l'islam et l'immigration, au risque d'entretenir ou de développer la violence, et politisé à fond toutes les valeurs autour de ces thèmes. Ce qui explique les résultats électoraux: si le Rassemblement national fait d'aussi bons scores, c'est parce que les électeur-trice-s les plus âgés continuent à voter tandis que les plus jeunes se détournent des urnes.

- * Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, année 2023.
- * La Droitisation française, mythes



Pride des banlieues, commémoration des 40 ans de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, bal féministe... Aux côtés des habitant-e-s et des associations, la Ville ne cesse de se mobiliser contre toutes les formes de discrimination et pour le vivre-ensemble.

ILS/ELLES ONT DIT...

Mackendy

« Franchement, le racisme empire en France. Ça m'arrive plein de fois qu'une personne change de trottoir, range son téléphone ou serre son sac en me voyant arriver. Il y a même une fois où un policier a demandé à un pote, un Blanc, pourquoi il traînait avec des gens comme moi. À chaque fois, je préfère ne rien dire, je trace ma route. Qu'on réagisse ou qu'on ne réagisse pas, ça ne change rien. »

Priya

« J'ai l'impression que les gens s'habituent à la diversité, il y a de plus en plus de personnes racisées à la télévision, au cinéma ou sur les réseaux sociaux, on est loin du compte évidemment, mais ça s'améliore. Le problème pour moi, c'est surtout les préjugés et l'ignorance, par exemple les gens pensent que toutes les femmes indiennes sont des esclaves!»

Yacine

«La société française est tolérante dans certains cas et dans d'autres non: il y a du bon et du mauvais. Normalement, tant que la personne est carrée, qu'elle s'adapte et s'intègre, ça va. Mais c'est vrai que c'était mieux quand je suis arrivé en 2016, c'était plus facile de vivre tous ensemble. Maintenant les gens se renferment et ne pensent plus qu'à leur gueule, alors la confiance se perd. »

TRIBUNES POLITIQUES

GROUPE DES ÉLU-E-S COMMUNISTES, RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉS

Des revendications courneuviennes qui résonnent à l'Assemblée nationale



Le débat parlementaire sur la loi de finances 2025 nous présente, comme ça l'a été concernant le budget de la sécurité sociale, le triste tableau d'une majorité macroniste en errance. Participation clairsemée et motivation en berne ont conduit à l'adoption de dizaines d'amendements présentés par les

forces du NFP, en recettes comme en dépenses. Ce dont je me réiouis.

A fortiori lorsque, parmi tous ces amendements, figurent des revendications que nous portons à La Courneuve pour l'obtention de moyens humains et matériels à hauteur des enjeux d'éducation.

Le courrier adressé courant octobre par Monsieur le Maire aux membres de la commission des finances avait déjà reçu réponse favorable de plusieurs parlementaires, au-delà des clivages politiques. Il y est donné maintenant la meilleure des suites au travers de ces amendements.

Même si ces avancées devaient être remises en cause par le Sénat ou l'usage ultérieur du 49-3, ces échanges et leur prise en compte à l'échelle parlementaire illustrent la pertinence de notre action municipale.

Ici, nous continuerons sans relâche de mettre les moyens communaux et de conduire les batailles pour que l'école, au lieu de reproduire les inégalités sociales, permette à nos enfants de se construire un avenir émancipateur.

Mélanie Davaux.

adjointe au maire déléguée à la Réussite éducative

GROUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

Budget 2025: cure d'austérité pour les collectivités!



10 milliards d'euros en moins pour les communes, les départements, et les régions! Depuis le 21 octobre, le projet de loi de finances pour 2025 est débattu au Parlement. Les collectivités locales y sont désignées par le gouvernement comme des boucs émissaires responsables du dérapage des finances publiques. C'est scan-

daleux! Contrairement à l'État, leur part dans l'endettement public est faible, leur budget doit être voté à l'équilibre, et pourtant elles supportent des dépenses contraintes sans compensation de la part de l'État et subissent une réduction de leurs marges de manœuvre pour pouvoir répondre aux besoins des gens.

Avec une ponction globale de 10 milliards d'euros, le gouvernement inflige aux collectivités une véritable cure d'austérité. L'impact sur La Courneuve sera majeur, que ce soit sur le plan social, écologique ou culturel. Concrètement, ce sont des moyens en moins pour entretenir nos écoles, la voirie, nos équipements sportifs, pour recruter des personnels dans nos écoles, pour planter plus d'arbres et végétaliser nos cours d'écoles, pour développer des projets culturels ou bien pour des tarifs plus faibles.

Ces choix Macron/Barnier sont inacceptables et ne feraient qu'accentuer la fracture territoriale existante entre des villes populaires comme la nôtre et le reste du pays. Il est au contraire urgent de favoriser l'autonomie des collectivités afin de renforcer les services publics utiles de proximité et de solidarité qui répondent concrètement à vos besoins.

Oumarou Doucouré, premier maire-adjoint de La Courneuve et vice-président de Plaine Commune

GROUPE UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



GROUPE DES ÉLU-E-S COMMUNISTES, RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉES

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



ÉLU «L'AUDACE DE L'ESPOIR »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



Les textes de ces tribunes, où s'expriment tous les groupes représentés au conseil municipal, n'engagent que leurs auteurs.





Mugs, crayons, badges, vêtements... Sabine veut surprendre et amuser avec ses produits inclusifs aux messages engagés.

Entrepreneuriat

La créativité impertinente

Finaliste du concours «Talents des cités» en septembre dernier, Sabine Vincent, alias Madame Ranafout, bouscule les codes de l'entrepreneuriat à La Courneuve avec sa marque Ranafout. Entre humour, engagement et authenticité, cette créatrice autodidacte propose des objets du quotidien aux messages impertinents. À travers son parcours, elle prouve qu'il est possible de réussir tout en restant fidèle à ses valeurs.

ne passion devenue vocation: installée depuis six mois à la pépinière d'entreprises de La Miel, Sabine mène son entreprise De carton et d'Étoiles, marquée par son esprit rebelle et sa touche féministe. Elle raconte avoir eu une « révélation » après la naissance de sa deuxième fille. «Je ne me voyais pas faire le même travail jusqu'à la retraite», confie-t-elle. Avec ses quinze années de carrière en tant qu'assistante de direction et une passion pour le graphisme, elle se réinvente alors à 34 ans et lance son studio graphique free-lance en 2014. Rapidement, son projet prend forme et grandit. En 2017, elle crée sa boutique Etsy (plateforme numérique qui rassemble des petits créateur-trice-s), où elle expérimente son humour et ses messages engagés. Les retours positifs l'encouragent à franchir de nouveaux paliers, jusqu'à atteindre un réseau de 72 boutiques revendeuses et à lancer Ranafout en avril 2024.

La fondatrice a choisi la pépinière d'entreprises de La Courneuve comme ancrage, une structure de soutien aux entreprises. « Ici, je bénéficie d'un cadre où je peux échanger avec d'autres entrepreneurs tout en ayant mon espace. » Les formations et le réseau de la pépinière jouent un rôle essentiel pour elle, lui permettant de rester au fait des nouvelles pratiques, d'affiner sa vision et de progresser dans la gestion de son entreprise.

Madame Ranafout participe alors à « Talents des cités », un concours organisé par la Banque publique d'investissement qui vise à promouvoir l'esprit d'initiative des entrepreneur-e-s issus des quartiers populaires de la politique de la ville et à soutenir le développement de l'écosystème entrepreneurial. « C'est une grande reconnaissance, une preuve que ce que je fais a un avenir », confie-t-elle. Elle n'a pas remporté le prix, mais elle en ressort avec ce qu'elle considère comme un « coup de boost », une motivation pour continuer, en côtoyant des expert-e-s et en gagnant en visibilité auprès des acteur-trice-s de l'entrepreneuriat. Une expérience marquante et enrichissante. Impertinence et engagement: c'est l'ADN

de Ranafout. Sous l'identité de « Madame Ranafout », Sabine veut surprendre et amuser son public. Son but? « Amener du plaisir aux gens, avec un message engagé, mais toujours avec humour. » Ses produits se distinguent en effet par leur humour et leur inclusivité. Elle crée, pour tou-te-s, des crayons aux mugs en passant par les vêtements dans une gamme de tailles allant jusqu'au 4XL, pour répondre aux besoins de chacun-e. Ses pin's s'inscrivent aujourd'hui comme ses meilleures ventes. « Ils me permettent de jouer avec les couleurs et les visuels, tout en restant accessibles. »

Viennent ensuite les badges et, plus récemment, des emporte-pièces lancés l'an dernier, qui connaissent un succès croissant. « Tout le monde peut et devrait être féministe. Je veux rappeler qu'on parle simplement d'égalité. »

Des projets peuvent naître des quartiers

La ville inspire Sabine au quotidien. Son travail à La Courneuve, où elle côtoie quotidiennement une diversité culturelle, renforce son engagement pour des produits accessibles à tou-te-s. Les enfants, parfois intrigués par ses créations, symbolisent ce lien avec la communauté locale. La pépinière accueille régulièrement des élèves de lycées ou de BTS, l'occasion pour Sabine de leur montrer « la réalité » du métier d'entrepreneur, loin des stéréotypes de réussite rapide. Elle insiste sur l'importance de persévérer et de rester fidèle à ses valeurs.

En leur racontant son parcours, elle prouve que des projets peuvent naître des quartiers, tout en rappelant que cela demande persévérance et engagement. La transparence est de mise avec cette créatrice qui comptabilise douze mille abonné-e-s sur Instagram.

Elle mise sur une traçabilité exemplaire: une majorité des articles sont produits en France, à Saint-Denis. Alors qu'elle aspire à agrandir son atelier et acquérir des machines de découpe laser pour créer directement sur place, elle envisage également des collaborations avec des marques plus connues et rêve d'intégrer plus de personnalisation dans ses produits. Une affaire à suivre... • Maeva Lasmar Ansel

Le Flash

Football américain et citoyenneté

Le Flash de La Courneuve souffle cette année ses quarante bougies. Comment d'une idée un peu folle, au début des années 80, est née une association sportive aux 1250 licenciés, où s'entremêlent football américain, actions sociales et citoyenneté?

ouze titres de champions de France élite, un titre en 2023 en Central European Football League (CEFL), une tripotée de titres dans les catégories de jeunes... Le Flash de La Courneuve souffle cette année ses quarante bougies avec une armoire à trophées qui déborde. Aujourd'hui, riche de quelque 1250 licencié-e-s et d'une vingtaine de salarié-e-s, le Flash est bien plus qu'une simple association sportive. À travers son académie, l'organisation courneuvienne mène tout un éventail d'actions sociales et culturelles qui profitent à des centaines de jeunes du département. Pourtant, il y a quatre décennies, l'idée de l'essor d'un « sport capitaliste dans une ville communiste» paraissait un peu folle, dixit Bruno Lacam-Caron, manager général du Flash. L'idée a germé au début des années 80. Une poignée de personnes se sont réunies autour d'une passion, et de l'envie de se lancer dans ce projet fou. Le premier président du club, François Leroy, joue à l'époque au Spartacus de Paris, premier club à avoir été créé en France en 1980. Le foot US est au stade embryonnaire en France.

« Personne ne savait que ça existait à l'époque. Et on a commencé à recruter les jeunes, on allait dans les quartiers et on jouait au foot avec eux », se souvient Bruno Lacam-Caron. Le défi est de taille puisque, pour monter une équipe de football américain, il faut compter une soixantaine de joueurs. Pourtant, le Flash arrive à jouer un premier championnat fédéral dès 1984, année de la création officielle du club. Une réussite intimement liée à son territoire. « Il y a un très gros vivier de joueurs ici, et de bons joueurs », constate Paul Durand, responsable sportif du Flash et ancien quaterback du club et de l'équipe de France. Le succès viendra progressivement, mais certainement pas par hasard. «La vision de notre président de l'époque: avoir une bonne administration, une structure solide et former des gens. On a commencé par là avant de penser au résultat », rembobine Bruno Lacam-Caron.

Si aujourd'hui le Flash fait face à des défis financiers, le club continue son aventure toujours avec la même envie et ses valeurs cardinales: «Les différences de nationalités, de cultures, c'est notre force plutôt qu'un problème », martèle le manager général. «On dit souvent: beaucoup de choses qu'on vous apprend pour être des bons joueurs de foot vous serviront pour être de bons humains », abonde Paul Durand.

Une académie pour aller au-delà du sport

En plus de l'équipe élite, de la section féminine et des catégories jeunes, le Flash compte une section flag football (du football américain sans contact), aussi accessible pour les personnes handicapées, mais aussi du cheerleading et du e-sport. Les activités du Flash sont si foisonnantes qu'il est difficile de toutes

les citer ici. « On fait des actions avec l'association Premiers de cordée, où l'on va faire jouer les enfants malades au flag football, explique Jérôme Calvet, responsable du développement social et de l'Académie citoyenne du Flash. On fait aussi du flag avec les enfants handicapés des IME du Raincy et de Drancy. On y fait d'ailleurs intervenir des jeunes exclus temporairement de leur établissement scolaire, via le programme Acte. Ils aident les éducateurs à encadrer les séances avec les enfants handicapés. ça leur apprend l'empathie », égrainet-il, précisant que ces activités sont aussi proposées avec des personnes exilées grâce à un partenariat avec France Terre d'Asile ou encore avec des personnes LGBTQIA+ grâce à l'association Le Refuge. • Névil Gagnepain

Contact: www.flashfootball.org 124, rue Anatole-France. Tél.: 01 48 37 02 90.

De nouveaux horizons

es activités de l'académie ne se limitent pas à l'aspect sportif. Celle-ci amène chaque année les jeunes visiter l'Assemblée nationale. « On veut qu'ils apprennent à connaître les institutions, qu'ils ne soient pas simplement des sportifs, mais aussi des citoyens », affirme Jérôme Calvet. Et le Flash n'hésite jamais à explorer de nouveaux horizons. « On s'est rapprochés de l'art, de la peinture, de la comédie musicale. On travaille avec le centre Houdremont, se félicite Bruno-Lacam-Caron. La prochaine idée, c'est de mettre une crèche pour s'occuper des enfants pendant l'entraînement, pour permettre aux femmes de s'entraîner plus facilement. »



Le Flash en 1993, au stade Géo-André.

Plan d'éducation artistique et culturelle

L'éducation artistique fait école

Les premières Rencontres de l'éducation artistique et culturelles auront lieu le 20 novembre au centre culturel Jean-Houdremont. L'occasion de dresser le bilan de huit années du Plan d'éducation artistique et culturelle.

'était l'été dernier. Le petit atelier photo de la rue Sainte-Marthe, dans le 10e arrondissement de Paris, s'était transformé en galerie. Durant toute l'année scolaire, le photographe indépendant Jérôme Gorin avait accompagné une classe UP2A (non francophone) de l'école Anatole-France dans le cadre du parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) initié par la municipalité en 2017. En juin, une exposition avait mis en valeur le travail des élèves et les parents ont tous été conviés au vernissage. Aborder tous les aspects de la photo avait permis à l'enseignante de la classe de travailler sur la communication orale, mais aussi la production d'écrits. Et comme la thématique tournait autour de l'avenir. « nous avons parlé des métiers, explique Fatima Medjahed. Et avec eux, étudié le féminin, le masculin, le grammatical, le conditionnel, le futur. L'apprentissage se fait plus vite. » Tous les enfants, même celles et ceux nouvellement arrivés en France, ont capté rapidement les consignes données par l'artiste. « C'est du concret, ça marche », constate l'enseignante.

Donner de la visibilité à l'engagement des collectivités

Depuis huit ans donc, la Ville et la Circonscription de l'Éducation nationale mettent en œuvre un ambitieux Plan d'éducation artistique et culturelle (PEAC) pour les élèves de maternelle et de primaire. L'éducation artistique et culturelle, gratuite pour les classes, permet d'encourager tous les enfants à la vie artistique et culturelle grâce à un rapport direct aux œuvres, à la rencontre avec des artistes et professionnel-le-s, ou bien à une pratique artistique ou culturelle. Construit avec une cinquantaine de partenaires, le travail mené ici a été reconnu par l'octroi du label «Ville 100 % EAC». Identifiée comme l'une des villes pilotes de l'EAC, La Courneuve a ainsi été l'une des premières à obtenir ce label. Attribué par le préfet de région et le recteur d'académie,



Visite des élèves de l'école Robespierre à la Cité de l'architecture et du patrimoine, en 2019.

il apporte une dynamique nationale pour donner de la visibilité à l'engagement des collectivités, maîtres d'œuvre de cette politique publique singulière et ô combien porteuse. Un dispositif piloté par la Direction des affaires culturelles, « véritable marqueur d'une politique volontariste en matière culturelle de lutte contre les inégalités », affirme-t-on à la municipalité. En 2022, soucieuses de mesurer l'apport d'un tel dispositif, la Ville et la Circonscription ont missionné deux chercheurs qui ont multiplié les échanges avec les acteur-trice-s impliqués dans

300 000
euros, c'est le montant annuel consacré par la municipalité pour le PEAC.

la démarche. Il était temps d'en tirer un premier bilan. Ce sera chose faite le 20 novembre. Toute la journée, le centre culturel Jean-Houdremont ouvrira ses portes aux premières rencontres de l'éducation artistique et culturelle. « Elles visent à croiser les regards de professionnels de la culture, de l'enseignement et de la recherche, sur les conditions de réussite et difficultés de ces projets artistiques et culturels mis en œuvre au bénéfice des élèves », explique-t-on côté municipalité. En clair, il s'agit de construire collectivement un référentiel commun entre les différentes parties concernées par l'EAC, à travers les échanges entre acteur-trice-s culturels et enseignant-e-s, avec la participation des expert-e-s de l'EAC Marie-Christine Bordeaux et Julien Netter et des deux chercheur-euse-s Patrick Picard et Virginie Messina. • Nadège Dubessay



Le PEAC est un véritable marqueur de la politique volontariste en matière culturelle de lutte contre les inégalités.

De la maternelle à la primaire

ntre 2018 et 2024, ce sont 40000 élèves qui ont bénéficié du dispositif. Ils sont 18400 élèves, soit 1121 classes dont un tiers de maternelles, à avoir profité de parcours construits avec une centaine de partenaires culturels différents par la Direction des affaires culturelles. Et 22000 élèves sont passés par des dispositifs du cinéma et du conservatoire à rayonnement régional (CRR 93). Arts visuels et patrimoine, cinéma et audiovisuel, histoire et mémoire, livre et lecture, musique, sciences et techniques sciences humaines... Au total, aujourd'hui, 657 projets EAC ont été proposés grâce à l'aide d'une centaine de partenaires différents dans des champs culturels et des horizons esthétiques des plus divers. Et la Direction des affaires culturelles de la Ville compte trois agent-e-s, dont un à mi-temps, chargés de mettre en œuvre le dispositif. La municipalité porte cette ambition, histoire de «permettre à tous les élèves du territoire d'être en contact avec des cultures qui façonnent notre monde contemporain, dans toute leur diversité ». Une offre unique, dont les bienfaits seront largement débattus le 20 novembre.

Comment réduire votre consommation d'énergie



es températures vont bientôt refroidir. Pour faire baisser votre facture d'énergie, et limiter le gaspillage, quelques gestes simples existent :

- Régler le chauffage de votre logement à 19°C maximum. En baissant le chauffage de 1 °C, on économise 7 % d'énergie par an.
- Installer un thermostat programmable pour régler la température à la maison.
- Régler le chauffe-eau à 55 degrés et rester moins longtemps sous la douche. L'eau chaude sanitaire représente jusqu'à 20% de la consommation d'énergie et coûte environ 270 euros par an.
- Débrancher les appareils électriques quand vous ne les utilisez pas. Ordinateur, machine à café, smartphone, micro-ondes, box... en veille peuvent représenter jusqu'à 15% de la facture d'électricité (hors chauffage et eau chaude), soit plus de 100 euros par an.
- Décaler l'utilisation des appareils électriques en heures creuses (l'après-midi ou la nuit).
- Laver le linge à 30°C et la vaisselle à 50°C ou avec le programme «éco», qui permet de consommer 45% d'électricité de moins que le programme intensif.
- Dégivrer régulièrement le congélateur.

Transports

Trafic perturbé sur le RER B



L'interconnexion sera suspendue à l'arrêt Gare-du-Nord toute la journée les 23 et 24 novembre, en raison de travaux préparatoires au remplacement d'un ouvrage d'art. Il faudra changer de train pour poursuivre votre trajet et prévoir un temps de parcours un peu plus long.

Santé

Angine et cystite : le dépistage est possible en pharmacie

Vous pensez avoir une angine ou une cystite? Vous pouvez vous rendre directement dans une pharmacie pour vous faire dépister et obtenir, si nécessaire, un antibiotique sans ordonnance. Pour l'angine, le ou la pharmacien-ne évalue les symptômes puis vérifie l'origine virale ou bactérienne en quelques minutes, grâce à un prélèvement de gorge. Pour la cystite, elle et il évalue les symptômes aussi puis remet à la patiente une bandelette urinaire à utiliser dans les sanitaires de la pharmacie, qu'elle et il analysera ensuite pour confirmer ou non l'infection. Ces dépistages coûtent 10 euros si le ou la pharmacien-ne ne délivre pas d'antibiotique à la suite du test et 15 euros s'il ou elle en délivre, et sont pris en charge à 70% par l'Assurance maladie.

À noter: actuellement, deux tiers des pharmacies proposent le dépistage pour les angines et un tiers pour les cystites.

Zone à faibles émissions mobilité

Des aides pour rouler propre



partir du 1er janvier 2025, dans le cadre du déploiement de la Zone à faibles émissions mobilité (ZFEm) de la Métropole du Grand Paris, les véhicules Crit'Air 3 (essence d'avant 2006 et diesel d'avant 2011) seront interdits de circulation durant certaines plages horaires dans le périmètre intérieur de l'A86. Si vous êtes concerné, plusieurs aides cumulables liées aux revenus existent pour changer de véhicule:

- Le bonus écologique: jusqu'à 7000 euros pour un véhicule électrique ou hydrogène neuf ou d'occasion.
- La prime à la conversion : jusqu'à 3000 euros pour un véhicule thermique d'occasion et jusqu'à 5000 euros pour un véhicule électrique ou hydrogène neuf ou d'occasion, en échange de la mise au rebut d'un vieux véhicule.
- La surprime: 1000 euros en plus pour les personnes habitant ou travaillant dans
- Le dispositif Métropole roule propre: jusqu'à 6000 euros pour un véhicule électrique, hydrogène, hybride, essence ou à gaz neuf ou d'occasion.
- Le microcrédit véhicules propres : jusqu'à 5000 euros, garantis à 50% par l'État et remboursable sur cinq ans, à l'intention des personnes exclues du système bancaire classique, à faibles revenus ou en situation professionnelle fragile.

Pour toutes les aides la demande de subvention se fait sur le site unique en scannant le QR code ci-dessous. sauf pour le microcrédit, à solliciter via un service d'accompagnement



Si vous avez des questions ou souhaitez être accompagné dans vos démarches, vous pouvez vous tourner vers les conseiller-ère-s mobilité ZFE de Plaine Commune en scannant le QR code ci-dessous, ou contacter l'Agence locale de l'énergie et du climat: 8, rue des Boucheries, 93200 Saint-Denis, tél.: 01 48 09 40 90.



NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

POMPIERS: 18 • POLICE-SECOURS: 17

• SAMU:15 **COMMISSARIAT DE POLICE**

• Place du Pommier-de-Bois Tél.: 0143117730

MÉDECINS DE GARDE

Urgences 93

Tél.: 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

· Hôpital Fernand-Widal -200, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris

Tél.: 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél.: 0 800 074 904

(gratuit depuis un fixe). ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT

DES PERSONNES ÂGÉES

Tél.: 01 71 89 66 15 Les mardis et vendredis

MAIRIE

Tél.: 01 49 92 60 00

PÔLE ADMINISTRATIF MÉCANO

• 1, mail de l'Égalité / 58, avenue Gabriel-Péri

Tél.: 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, av. Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis

Tél.: 01 55 93 55 55

PERMANENCES

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

. M. le maire, Gilles Poux, reçoit sur rendezvous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante: maire@lacourneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire est à remplir à l'accueil de la mairie.

- Mme la députée, Soumya Bourouaha, reçoit sur rendez-vous. Tél.: 01 42 35 71 97
- . M. le président du Conseil départemental, Stéphane Troussel reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante stephane.troussel@lacourneuve.fr

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s se tiennent tous les mercredis et jeudis sans rendez-vous (sauf période scolaire) de 16h à 18h. L'accueil des usager-ère-s a lieu à l'hôtel de ville de 15h30 à 16h pour être pris en permanence le même jour.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...).

Consultation gratuite.

Les rendez-vous se font désormais auprès de la Maison de la justice et du droit, 2, avenue de la République.

Tél.: 01 49 92 62 05

15, 22 ET 29 NOVEMBRE

SENIORS ATELIERS SOCIO-ESTHÉTIQUES

Ces séances feront un bien fou aux seniors courneuviens! Une bonne manière de prendre soin de soi.

Maison des seniors Marcel-Paul, à 9h30. Inscription à la Maison Marcel-Paul.

15 NOVEMBRE

DANSE MATIÈRE(S) PREMIÈRE(S)



Avec ce spectacle, Anne Nguyen revient aux racines de la danse à travers l'exploration des danses africaines urbaines

Centre culturel Jean-Houdremont, à 19h. À partir de 8 ans.

15 ET 22 NOVEMBRE

THÉÂTRE MILLE PETITS RIENS

Projet de création théâtrale, proposé par la compagnie Les Enfants du Paradis, avec les habitant-e-s. Atelier et répétitions tous les vendredis après-midi (hors vacances scolaires).

Ouvert à tou-te-s à partir de 18 ans. La Comète, 21, avenue Gabriel Péri, de 14h à 16h. Inscription: lacomete@lacourneuve.fr ou 06 52 27 12 15.

16 NOVEMBRE

MUNICIPALITÉ DÉPOUILLEMENT DU RÉFÉRENDUM COURNEUVIEN



Les résultats du 4° Référendum courneuvien, qui porte sur l'installation de toilettes publiques en ville, seront donnés le 16 novembre. En attendant, vous pouvez voter sur notreavis. lacourneuve.fr ou en vous rendant dans les lieux publics de la ville.

Pour tout savoir, rendez-vous sur lacourneuve.fr

17 NOVEMBRE

MOBILISATION SPORT EN FAMILLE

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, l'Office municipal des sports organise un après-midi d'activités sportives en famille.

Au programme: des jeux amusants ainsi que diverses disciplines sportives, de la baignade et un goûter convivial.

Centre sportif Béatrice-Hess, de 13h30 à 17h. À partir de 5 ans.

JUSQU'AU 18 NOVEMBRE

MUSIQUE TU ES RAPPEUSE?

Le dispositif « Lab93 » est le premier incubateur pour rappeuses en Seine-Saint-Denis! Par le biais de formations professionnalisantes, de rencontres avec des professionnel-le-s du milieu du rap et d'opportunités de concerts, les rappeuses ont la possibilité de se former, de bénéficier d'opportunités professionnelles et d'exprimer leur art librement. Les candidatures sont à envoyer avant le 18 novembre.



Plus d'informations en scannant ce QR code.

19 NOVEMBRE

FÉMINISME CRÉATION DE POCHOIRS

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Maison de la citoyenneté accueille avec l'association Africa, Michelle Larrouy, artiste plasticienne, enseignante, militante féministe, pour fabriquer des pochoirs féministes.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 14h.

19 NOVEMBRE

RENCONTRE QU'EST-CE QUE LE CONSENTEMENT?

Dans le cadre de son Université populaire, la Maison de la citoyenneté, aux côtés d'intervenantes, telles que Nora El Hourch, scénariste et réalisatrice du film *HLM Pussy*, Ghada Hatem, gynécologue-obstétricienne et présidente-fondatrice de la Maison des Femmes à Saint-Denis et une représentante du Mouvement Français pour le Planning familial de la Seine-Saint-Denis, se saisit de la question du « consentement ».

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h30. Lire pages 4-5.

20 NOVEMBRE

MOBILISATION MARCHE CONTRE LE RACISME

Les élu-e-s du Conseil communal des enfants (CCE) vous invitent à participer à leur manifestation contre le racisme qui partira des 4000-Sud et arrivera à la Maison de la citoyenneté James-Marson où un goûter attendra les participant-e-s.

Place de la Fraternité, à 14h. Lire pages 8-9.

20 NOVEMBRE

SPECTACLE LECTURE MUSICALE

Intitulée *Les Météorites*, cette performance propose aux petit-e-s dès 3 ans comme aux grand-e-s des lectures musicales. La représentation, organisée en partenariat avec la médiathèque Aimé-Césaire, est suivie d'un goûter.

La Comète, 21, avenue Gabriel-Péri, à 16h. Entrée gratuite sur réservation : lacomete@lacourneuve.fr ou au 06 52 27 12 15.

23 NOVEMBRE

DANSE COQUILLES

Bercé, enfant, par les contes et la musique africaine, le chorégraphe Amala Dianor est allé puiser dans ses souvenirs pour créer, pour la première fois, un spectacle à destination des tout-petits.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 10h30. À partir de 1 an.

25 NOVEMBRE

PRÉVENTION LES ENFANTS

ET LES ÉCRANS

La Maison pour tous (MPT) Cesária-Évora propose un atelier sur les risques liés à la surexposition des enfants aux écrans. Cette initiative sera animée par des professionnel-le-s de la Maison de l'éducation, de la MPT et de l'association Papoto.

Maison pour tous Cesária-Évora, de 18h à 19h3O. Inscription obligatoire pour la garde d'enfants à partir de 3 ans auprès de l'accueil.

DU 26 AU 28 NOVEMBRE

CITOYENNETÉ « COMMENT ÇA VA? »

Les réunions dans les quartiers reviennent!

Le 26/11 à 18h30 : quartiers Centre-ville à la Maison de la citoyenneté James-Marson et 4000-Sud à la Maison pour tous

Le 27/11 à 18h30 : quartiers Gare à l'école Charlie-Chaplin et 4000-Nord à la Maison pour tous Cesária-Évora.

Le 28/11 à 18h30 : quartiers Quatre-Routes/ Rateau à la Boutique de quartier des Quatre-Routes et Quatre-Routes/ Anatole-France à la Maison pour tous Youri-Gagarine.

Plus d'informations à venir sur www.lacourneuve.fr.

JUSQU'AU 28 NOVEMBRE

JEUNESSE GRAND ORAL CITOYEN

Le service Jeunesse propose aux jeunes de 13 à 18 ans de s'inscrire à un concours d'éloquence. En binôme, les participante-s diront des textes d'autrices ou sur les relations hommes-femmes devant un jury. Cette initiative permettra de développer leur créativité, leur confiance en elles et eux et leur culture générale.

Inscription avant le 28/11, soit dans les structures jeunesse soit auprès de dallila.keradchi@lacourneuve.fr

29 NOVEMBRE

THÉÂTRE NOTRE ÉCOLE

Un ancien cancre et une ex-première de la classe, devenus parents d'élève, se sont fait la promesse de concevoir un spectacle sur l'école. Entre théâtre documentaire et autofiction, *Notre école* (tragi-comédie) est issu d'une enquête participative menée pendant trois ans avec des élèves et des enseignant-e-s à l'école primaire, au collège et au lycée.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 19h. À partir de 12 ans.

29 NOVEMBRE

MOBILISATION CINÉ-SANTÉ



Entrée gratuite.

Dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, projection du film *Memory*, de Michel Franco, suivie d'un

échange avec des professionnel-le-s du Centre municipal de santé Salvador-Allende Cinéma L'Étoile, à 19h30.

30 NOVEMBRE

MOBILISATION CINÉ-SANTÉ

Dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, projection du film *Il reste encore demain*, de Paola Cortellesi, suivie d'un échange avec des professionnel-le-s du Centre municipal de santé Salvador-Allende et des associations, dont Africa 93. **Cinéma L'Étoile**, à 14h. Entrée gratuite.

3 DÉCEMBRE

SOUTIEN FORUM DES SOLIDARITÉS



Vous trouverez dans ce forum toutes les structures pouvant vous donner des informations sur vos factures, sur les modalités à connaître pour contacter une structure (CAF, EDF, services de la Ville...).

Hôtel de ville, de 9h30 à 17h.

5 DÉCEMBRE

DÉBAT FEMMES POLITIQUES



Venez découvrir le film Femmes politiques de Daniel Bouy, documentaire sur

un collectif d'habitantes de Stains (93) qui se mobilisent pour les conditions d'éducation de leurs enfants, afin de dénoncer les inégalités des moyens attribués aux écoles des quartiers populaires.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h.

6 DÉCEMBRE

SANTÉ CAFÉ DES AIDANT-E-S

Vous accompagnez un proche malade, en situation de handicap ou dépendant du fait de l'âge? Autour d'un café, venez échanger votre expérience avec d'autres personnes. Animé par des professionnelle-s, le Café des aidant-e-s est un temps convivial d'échange et d'information en libre accès.

Maison de la citoyenneté James-Marson, à 14h.

11 DÉCEMBRE

SPECTACLE CABANE

Sur scène, quatre danseur-euse-s nous invitent dans leur cabane, où les différences de chacun-e, d'abord rejetées, finissent par créer l'identité du groupe.

Centre culturel Jean-Houdremont, à 14h30. À partir de 6 ans.

12 DÉCEMBRE

ÉLU-E-S CONSEIL MUNICIPAL

Les membres du conseil municipal se réunissent en mairie.

Salle des fêtes de l'hôtel de ville, à 19h.

REGARDS

Abdoullah Balde, photographe

« Hier il y avait de la brume, les feuilles d'automne par terre »

Son appareil photo à portée de main, le jeune artiste de 25 ans arpente les rues de la région parisienne en quête de lieux adéquats pour ses portraits. Des mises en scène légèrement décalées. Un regard aiguisé.

l aime les couleurs de l'aube comme l'artiste ivoirienne Joana Choumali dont il souhaiterait aller voir les œuvres exposées en ce moment même au Grand Palais dans le cadre de Paris Photo. Abdoullah Balde se lève tôt lui aussi pour saisir la lumière si particulière du petit matin. «Hier, par exemple, il y avait de la brume, les feuilles d'automne par terre », raconte le jeune homme luimême photographe depuis trois ans. Enfin, disons que c'est en 2021 qu'il a eu le déclic. « Avant cette date, je prenais des photos avec mon téléphone, mes amis m'appelaient pour leur profil Instagram. » Et vint un jour où le Courneuvien descend dans le Sud rendre visite à son frère du côté de Narbonne (Aude). «Je ne sais pas pourquoi, j'ai eu une autre vision de ce qui m'entourait, peut-être parce que c'étaient des paysages différents de d'habitude avec la plage, la mer, le soleil. Je me suis aperçu que ça me plaisait vraiment. Du coup, mon frère m'a offert un appareil photo argentique.»

Le souvenir du premier cliché épinglé sur son compte Instagram reste gravé à jamais dans la mémoire d'Abdoullah Balde. « Je me promenais avec un autre de mes frères au Raincy et nous sommes tombés sur une voiture vintage qui m'a plu. Depuis, d'ailleurs, je me suis pris de passion aussi pour les vieilles voitures! Je m'arrête même parfois pour parler avec le propriétaire quand il est là. » Sur l'image, un jeune homme noir, bonnet jaune, costume marron, fleur de tourne-

sol à la main, s'appuie contre une Saab 900 Turbo sombre, il a le regard un peu perdu. Une série de portraits de ses

Jusqu'à ma mort, je ferai de la photographie. »

frères, sœurs et ami-e-s à côté de voitures diverses et variées voient le jour. Certains mis en scène, d'autres pris sur le vif... La passion est née. Elle ne le quittera pas. «Jusqu'à ma mort, je ferai de la photographie »,



sourit Abdoullah Balde. De là à en vivre? En faire son métier? «Pourquoi pas!» Pour l'instant, après avoir enchaîné divers petits boulots de vendeur et de livreur, le voilà conducteur du train-tram T11. «C'était un rêve de gosse de conduire des trains.»

Et si marcher dans les rues d'Île-de-France pour repérer des endroits à photographier lui est venu sur le tard, rien ne l'arrête plus. Pour preuve, en ce jeudi 7 novembre, alors qu'il suit une formation en audiovisuel à Aubervilliers. « Ce matin en allant au cours,

je suis passé devant un café à Saint-Denis qui m'a bien plu. Je l'ai pris en photo. J'aime également les couleurs des devantures et des néons des bars, comme celui que j'avais pris près de chez mes parents aux 4000-Sud et

qu'on peut voir sur mon compte Insta. Je pense que je vais entamer une série bientôt. »

S'il est arrivé à La Courneuve à 17 ans après avoir grandi à Sevran, Abdoullah Balde apprécie ici le coup de pouce donné aux

jeunes, certains endroits insolites comme l'immense immeuble de bureaux abandonné Entrepose au carrefour des Six-Routes, la longue barre qui va bientôt être détruite près de chez ses parents, la diversité des habitant-e-s, les courts de tennis du quartier Verlaine. Autant de prises de vues fixées sur pellicule dont une envoyée à *Regards*! S'il ne se définit pas comme un artiste engagé qui veut montrer une autre image de la banlieue comme le fait Marvin Bonheur, un ami de son frère, il appartient au collectif Echo Banlieues, un web média né dans la foulée de Justice pour Théo en 2017, qui enquête sur la vie des habitant-e-s des quartiers populaires connus ou pas! De son côté, Abdoullah Balde documente ses followers sur les plus grands photographes africains. « Ma première vidéo revenait sur le parcours de Seydou Keïta qui m'a tellement inspiré et m'inspire encore. » Toute la bonne société de Bamako venait, tirée à quatre épingles, se faire tirer le portrait dans le studio du plus célèbre des photographes maliens, toujours avec un objet symbole de sa réussite sociale: une voiture, une Vespa, un poste de radio... Sur un portrait d'Abdoullah Balde, une jolie jeune femme élégante pose avec un radio-cassette devant une vieille 404, une autre est assise sur un vélo flambant neuf devant un filet de tennis du terrain de Verlaine... Ses premières photos ont déjà été accrochées au très branché Bar à Bulles de Montmartre avec d'autres œuvres de jeunes artistes, il y a tout juste un an. Un jour peut-être entrera-t-il par la grande porte de la 193 Gallery qui expose donc sur son stand de Paris Photo du 7 au 10 novembre Joana Choumali. «Je prépare une vidéo sur cette artiste qui fait des photos avec des broderies depuis l'attentat de Grand-Bassam. Elle aussi est une grande photographe inspirante.» Le portraitiste des 4000 espère bientôt retourner au Sénégal, pays de ses parents, peut-être direction le MuPho, le Musée de la photographie de Saint-Louis à Dakar?

Marie Bernard



38, av. de la République - 93126 La Courneuve Cedex Tél.: 01 49 92 61 40

Web: www.lacourneuve.fr
Courriel: regards@lacourneuve.fr

Direction de la publication: Gilles Poux
Direction de la rédaction: Pascale Fournier
Conception éditoriale et graphique: Babel
Rédaction en chef: Pascale Fournier
Rédaction en chef adjoint: Claude Rambaud
Rédaction: Mariam Diop, Nicolas Liébault
Isabelle Meurisse, Olivia Moulin

Secrétariat de rédaction: Stéphanie Durteste Maquette: Denis Pichelin Photographie: Léa Desjours Illustration de couverture: Vanessa Vérillon Ont collaboré à ce numéro: Thierry Ardouin, Marie Bernard, Nadège Dubessay, Méline Escrihuela, Névil Gagnepain,

Maeva Lasmar Ansel, Vanessa Vérillon.

Pour envoyer un courriel à la rédaction:

prenom.nom@lacourneuve.fr Impression: Public Imprim Publicité: Médias & publicité -A. Brasero: 01 49 46 29 46

Ce numéro a été imprimé à 19000 exemplaires.